



L'orientation scolaire et professionnelle

37/4 | 2008
Identités & orientations - 2

M. Duru-Bellat. *L'inflation scolaire – Les désillusions de la méritocratie*

Paris : Éditions du Seuil & La République des Idées

Françoise Poulet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/1808>

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2008

Pagination : 569-570

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Françoise Poulet, « M. Duru-Bellat. *L'inflation scolaire – Les désillusions de la méritocratie* », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 37/4 | 2008, mis en ligne le 08 décembre 2009, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/osp/1808>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

© Tous droits réservés

M. Duru-Bellat. *L'inflation scolaire – Les désillusions de la méritocratie*

Paris : Éditions du Seuil & La République des Idées

Françoise Poulet

RÉFÉRENCE

Paris : Éditions du Seuil & La République des Idées

- 1 Dans *L'inflation scolaire – Les désillusions de la méritocratie*, Marie Duru-Bellat va à l'encontre d'un dogme répandu qui stipule que l'allongement de la durée des études est un « gage de progrès et de justice sociale ». Aujourd'hui, deux tiers des jeunes d'une classe d'âge accèdent au niveau du bac, contre 5 % en 1950. Mais cette massification du nombre de bacheliers cache des disparités, car tout le monde n'accède pas aux mêmes filières. Ainsi, près de la moitié des enfants de cadres et d'enseignants sont en section S, contre 20 % des enfants d'ouvriers non qualifiés. « C'est de moins en moins le fait d'être bachelier qui fait la différence, mais bien la nature du baccalauréat obtenu ».
- 2 Cette « inflation scolaire » creuse l'écart entre le nombre de diplômés et les emplois disponibles correspondant à leurs qualifications. Ce qui engendre déclassement et frustration des jeunes. Il en résulte une dévalorisation puisque, dans la file d'attente, les employeurs vont d'abord choisir les plus diplômés. Au niveau individuel, il est donc rationnel d'accumuler les titres scolaires. Mais cette stratégie n'est pas valable au niveau collectif, car les titres perdent de leur valeur, puisque leur trop grand nombre ne permet pas d'obtenir un emploi en rapport.

Les promesses déçues de l'« ascenseur social »

- 3 Dans une société comme la nôtre qui prône le modèle méritocratique, seuls les titres scolaires reflétant les compétences de chacun régissent théoriquement l'accès à une position sociale. Ce dogme est mis à mal par Marie Duru-Bellat : « le développement historique massif de la scolarisation a finalement peu affecté l'étanchéité des groupes et l'inertie de l'hérédité sociale ». À diplôme égal, l'origine sociale permet une meilleure insertion professionnelle, dans une logique de reproduction et de distinction sociale décrite par Pierre Bourdieu. La relation éducation-emploi, pivot de la méritocratie, est donc biaisée par l'origine sociale, le sexe et l'état du marché du travail.

Mérite et justice sociale

- 4 Les inégalités sociales se traduisent par des stratégies familiales différenciées, en termes de choix d'options, de filières et d'établissements scolaires. Or ces décisions influent sur l'orientation et sur la construction des intentions d'avenir. Pourtant, l'école est censée orienter vers des emplois inégaux des élèves formellement égaux. Ainsi, le sociologue François Dubet qualifie la méritocratie de « fiction nécessaire ».
- 5 Quelle est alors la valeur d'un diplôme ? L'auteur retient conjointement les deux principales théories proposées par les économistes. Celle du capital humain affirme que l'école fabrique des compétences, ce qui permet d'accroître la productivité et la rémunération. Celle du filtre ou du signal considère que la fonction de l'école est de « filtrer » les individus. La valeur du titre est inversement proportionnelle au nombre de diplômés. Marie Duru-Bellat doute de l'efficacité économique de cette inflation scolaire, au-delà d'un certain seuil. Le « tout scolaire » tue l'éducation. À cause de cette course aux diplômes, l'éducation devient alors un classement plus qu'un contenu. « Tous les apprentissages sont subordonnés à l'utile », ce qui entraîne démotivation et ennui des élèves.
- 6 Plutôt que cette inflation scolaire, l'auteur propose d'« égaliser plutôt que de hiérarchiser », en délivrant un « bagage solide et homogène » commun, « pour protéger les plus faibles ». Elle dénonce, qu'à l'inverse, « au nom de la démocratisation, on s'est contenté jusqu'alors d'ouvrir le système et de rendre les scolarités moins sélectives, en laissant la sélection se faire plus loin, par décantation ». Elle préconise alors une « orientation plus professionnelle et responsable », moins dominée par des critères scolaires et faisant le lien entre formation et emploi, via l'alternance par exemple.
- 7 Marie Duru-Bellat n'hésite pas à remettre en question la prétendue égalité des chances émanant de la méritocratie. Elle dénonce aussi l'inflation scolaire qui dévalorise les diplômes et elle met en exergue le poids des inégalités sociales dans l'orientation puis l'insertion professionnelle.
- 8 Cet ouvrage dérangeant ne fait pas l'unanimité. Ainsi, Andreas Schleicher, directeur des études éducatives à l'OCDE, prend le contre-pied : « les économies les plus compétitives seront celles qui produiront le plus d'informations et de connaissances [...]. On pourrait penser qu'avec un tel développement de l'éducation il y aurait une baisse de la valeur des diplômes. À l'évidence c'est le contraire. À l'exception de l'Espagne, les revenus et les autres variables qui nous informent sur la valeur sur le marché du travail de l'éducation

ont augmenté plus vite que l'offre depuis 1998. La demande de personnel qualifié augmente plus vite que la fourniture par nos universités ». Certes, mais à quel niveau de revenus ? Les qualifications de ces diplômés correspondent-elles à celles des emplois disponibles ?